L'ABEILLE.

PAR BULLIT, BULLEN & MAGNE.
No. 61 rue Chartres.
NOUVELLE ORLEANS:
JEUDI MATIN 11 AVRIL 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
Candidat à la dernière Convention Nationale

MEXIQUE.

La paix définitivement conclue entre la France et le Mexique est un événement dont chacun doit se féliciter. Le blocus des ports du Mexique causait un notable dommage au commerce de toutes les nations. La guerre, d'ailleurs, ne peut, qu'apauvrir un pays en gaspillant ses moyens et en paralysant ses industrie et les pauvres achètent peu et ne paient rien.

La guerre est donc un fléau, quelque légitime qu'elle puisse être d'ailleurs, et toute les blessures sages doivent applaudir aux efforts à une paix honorable. La guerre en effet ne profite guère qu'à un petit nombre de ceux qui la font; tandisqu'elle nuit aux masses. Ce n'est pas qu'il faille pour cela soutenir partout et toujours la paix à tout prix; mais il est incontestable qu'on doit l'accepter comme un bienfait toutes les fois qu'elle est honorable.

On sait ce que nous avons souffert en conséquence des différends qui ont existé entre la France et le Mexique: notre commerce en a certainement reçu une grave atteinte malgré les dispositions libérales de Mr. l'Amiral Baudin, mais ce qu'on ignore peut-être c'est l'étendue des pertes occasionnées au commerce français, par le blocus des ports du Mexique.

Pour mettre chacun à même d'en juger nous donnons un extrait d'un article fort intéressant publié par le *Commerce*.

"Si l'on envisage d'abord l'intérêt de notre marine aujourd'hui si négligée, dans le commerce du Mexique on trouve qu'il représente, tant à l'aller qu'à la sortie un tonnage de 16,000 tonneaux. Ce chiffre semblera sans doute peu considérable au premier abord; mais voit ce qui lui donne de l'importance c'est que cette navigation est faite presque exclusivement par des bâtimens français. Or, quand on songe que notre part dans la navigation générale de concurrence va sans cesse en décroissant, qu'elle était de 40 pour cent il y a vingt ans, et qu'elle n'est plus aujourd'hui que de 30 pour cent au maximum on apprécie tout ce qu'il y a d'avantageux dans des rapports qui laissent une part si considérable au pavillon national.

Il faut remarquer en outre que le tonnage de la navigation de France avec le Mexique a doublé depuis dix ans; il n'était que de 10,000 tonneaux environ en 1827. Ainsi, tandis que notre navigation générale de concurrence allait en décroissant, notre navigation avec le Mexique augmentait peu à peu son activité jusqu'au double dans un espace de temps si limité. Ce sont la certainement des considérations dont un ministère intelligent eût tenu compte. Tout en exigeant une réparation éclatante, il aurait agi avec assez de vigueur pour ne produire qu'une suspension très courte dans un mouvement qui se développait suivant une semblable progression.

Considérons maintenant la valeur du commerce engagé dans nos rapports avec le Mexique. Les chiffres suivans serviront d'abord à constater notre position relative dans le commerce de ce pays.

	Import.	*Export.*	*Total.*
Etats-Unis (1835)	27,872,000	13,043,600	40,915,600
France (1833)	10,356,000	21,245,000	31,601,000
Angleterre (1834)	8,748,100	9,489,000	18,202,765

Ainsi, après les Etats-Unis, qui tiennent entre eux leurs voisins des côtes un véritable commerce de cabotage, la France est la nation qui fait les échanges les plus considérables avec le Mexique. L'Angleterre ne vient qu'en troisième rang.

Nous croyons que la lettre suivante du secrétaire de la guerre à Washington, en réponse à une communication du Phon. Henry Johnson, ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs.

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE
29 mars 1839.

Monsieur,

En réponse à votre communication à ce département, relative à la position sans défense des villes de la Nlle-Orléans et de Baton-Rouge, et à la nécessité qu'il y aurait que des troupes y fussent stationnées, conformément à certaines résolutions adoptées par la Législature de la Louisiane, j'ai l'honneur de vous dire que, les forces régulières des Etats-Unis sont maintenant stationnées de manière à couvrir, autant lon que possible, les points les plus exposés de notre frontière; mais que, cependant, tous les efforts possibles et conformes à la disposition générale du pays seront faits pour satisfaire le désir exprimé à cet egard par la Législature de la Louisiane.

Très respectueusement,
votre très obéissant serviteur
J. R. POINSETT.

A l'hon. Henry Johnson, Washington.

VERACRUZ.

Nous n'avons pu obtenir aucune information officielle relativement à la teneur du traité de paix conclu entre la France et le Mexique.

Toute fois nous tenons dépersonnes à portée d'être bien informées que le traité assure aux Français 1o. Tout les avantages stipulés dans l'ultimatum 2o. Le droit de faire le commerce de détail; 3o. Une indemnité en faveur des Français expulsés, indemnité dont le chiffre sera fixé par des experts, mais qui dans aucun cas ne pourra être moindre de sept cent cinquante mille piastres; 4o. Enfin un traitement égal à celui de la nation qui *est ou sera* la plus favorisée.

Si telles sont les principales dispositions du traité de paix, et nous avons de bonnes raisons pour le croire ainsi, la France n'aura pas prodigué en vain le sang de ses enfants.

TAMPICO.

Par la goélette Sarah Ann, arrivée hier de Tampico, dont elle était partie le 3 courant, nous recevons quelques nouvelles peu importantes.

Au départ de la goélette on complettait une expédition secrète. Cinq goélettes étaient frétées pour embarquer environ sept cents hommes et le départ était fixé au 4. Urrea devait en avoir le commandement; afin de ne pas dégarnir la garnison de Tampico, on avait venir venir quelques troupes. On se perdait en conjectures sur le but de cette expédition secrète. Les uns pensaient qu'elle était dirigée contre Matamoros, et d'autres pensaient que le but de l'expédition était de s'emparer du fort de San Juan de Ulloa. Cette dernière version est la plus probable, mais il est douteux que les centralistes se laissent ainsi surprendre. Des personnes qui se disent bien informées pensent même que le gouvernement mexicain laissera la forteresse d'Ulloa entre les mains des Français, jusqu'à ce qu'il y ait sur les lieux des forces suffisantes pour garder ce point important.

SUR LES INCENDIES.

Les incendies aussi bien que les pertes des steamboats, sont pour la communauté un fléau toujours renaissant et auquel il est plus que temps d'appoter un remède. S'il est vrai que l'homme qui s'embarque sur un bateau à vapeur, n'est pas sûr d'en sortir vivant, on pourrait ajouter que le citoyen que ses affaires ou ses plaisirs appellent hors de chez lui, est exposé fréquemment à trouver en rentrant sa maison en feu.

Et quand on pense que ces jours calamités, ces deux sources d'afflictions continuelles sont dues en partie à la mollesse qui précède à l'exécution des lois, on ne saurait trop ni trop souvent appeler l'attention des hommes sérieux sur un sujet aussi grave, aussi important.

L'incendie est ordinairement le résultat d'une négligence coupable, ou d'une cupidité, pour laquelle la langue ne pourrait trouver une épithète assez flétrissante. Mais quelles sont les causes de cette négligence et de cette cupidité ? Nous ne craignons pas de le dire c'est, dans un cas comme dans l'autre, la certitude de l'impunité.

Des lois sévères contre l'incendie existent, il est vrai, mais leur disposition tend à en rendre l'effet presque illusoire.

D'autre part la facilité avec laquelle se font les assurances des propriétés ins nobiliaires et des marchandises, est une cause, non moins puissante, qui tant qu'elle ne sera pascouppée dans sa racine, laissera le fléau subsister dans toute sa force. La raison en est plausible.

L'avidité des assureurs vient en aide à l'avidité des particuliers. Les premiers assurent les propriétés et les marchandises des secondes, pour la somme qu'il plaît à ceux-ci de fixer, et pour un minime gain s'exposent souvent à perdre des sommes considérables, dont en réalité ils ne sont pas les débiteurs. Ce n'est jamais qu'après l'incendie qu'ils s'avisent de demander des renseignemens sur la valeur positive des propriétés assurées. Qu'arrive-t-il alors ? Comme il est fort difficile, sinon impossible, d'obtenir des preuves matérielles de la mauvaise foi des assurés, les assureurs se trouvent obligés d'exécuter leurs engagemens. Car en ces sortes d'affaires la convenue morale n'est rien: il faut avant tout s'appuyer sur des faits. D'ailleurs ils sont punis par où ils ont péché. Quand on accepte la bénéfice on accepte la charge.

Mais d'un autre côté, si les personnes assurées, auteurs d'avances qu'elles ne peuvent perdre et peuvent gagner beaucoup, au contraire, à devenir *les victimes* de l'incendie, ne font point du désastre un objet de spéculation, elles ne cherchent pas non plus à s'en procurer par toutes les précautions qu'elles prendraient nécessairement si les assurances étaient plus sévères. La certitude de l'impunité est d'ailleurs la source du crime. Et tel homme qui n'aurait jamais pensé à mal, lorsque ses affaires étaient bonnes, aura peut être recours à l'incendie, lorsqu'il croit que c'est son seul moyen de salut.

Selon nous d'ailleurs, les lois devraient être plutôt faites pour prévenir le crime que pour le punir. Un commerçant qui, ne pouvant pas faire honneur à ses affaires peut se dire : " Il me suffirait pourtant de mettre le feu à mon magasin qui est assuré pour quatre ou cinq fois sa valeur, pour rétablir mon crédit etc., est exposé à une tentation dont on devrait lui éviter la pensée. Le grand moyen d'éviter le crime c'est de ne point être exposé à la tentation. Il n'y a pas de crime sans intérêt. S'il n'y avait pas intérêt à incendier, il y aurait bien moins d'incendies.

Certes nous ne faisons aucune application personnelle. Nous ne parlons qu'en termes généraux, un désastre n'est pas nécessairement un crime, cependant il l'est quelquefois.

Il nous semble que le seul moyen de remédier à un abus dont les résultats sont parfois si terribles serait d'assurer les propriétés pour une somme au dessous de leur valeur, aux deux tiers, par exemple, quant aux marchandises, nous n'osons pas dire qu'on ne doit pas les assurer, et cependant il en devrait être ainsi, tant qu'on n'aura pas remédié à la facilité qu'ont les assurés de tromper les assureurs, tant qu'on ne pourra savoir à quoi s'en tenir, aux valeurs réelle contenues dans un magasin, non seulement au moment du contrat, mais encore après l'engagement. H. B.

JOURNAL DE LA SOCIETE MEDICALE DE LA N-ORLEANS.

Ce journal vient de publier son second numéro, et nous pouvons dire, sans crainte d'être contredit, que non seulement il a tenu ses promesses, mais qu'il les a même dépassées. Lors de son apparition, nous insistâmes très particulièrement sur l'opportunité d'une publication de ce genre dont l'utilité ne peut être mise en doute par personne et qui marche, étayée du suffrage de tous les hommes éclairés.

Le effet s'il est un lieu en un recueil de ce genre soit d'une nécessité indispensable, c'est la N.-Orléans,

Nous en avons précédemment démontré les raisons, et il est inutile de les répéter aujourd'hui.

Ce journal n'est point d'ailleurs un recueil frivole. C'est une œuvre sérieuse et dont les résultats peuvent avoir une influence réelle. Au bout de quelques années le *Journal de la société médicale* formera plusieurs volumes où la science pourra puiser d'utiles renseignemens. Et les documents qu'il rassemblera seront d'autant plus inappréciables, que recueillis par la plupart dans de pays neufs, ils pourront un jour de bien à l'art médical. Car, s'il est vrai de dire, en termes généraux que la science n'a point de patrie, il n'est pas moins vrai cependant, qu'elle doit se modifier suivant les exigences du sol, des mœurs, des habitudes du climat. Plus diverse sera nos médecine, contrairement à ce que nous reporte avec le Mexique. Les chiffres suivans serviront d'ailleurs à constater notre position relative dans le commerce de ce pays.

	Import.	*Export.*	*Total.*
Etats-Unis (1835)	27,872,000	13,043,600	40,915,600
France (1833)	10,356,000	21,245,000	31,601,000
Angleterre (1834)	8,748,100	9,489,000	18,202,765

Ainsi, après les Etats-Unis, qui tiennent entre eux leurs voisins des côtes un véritable commerce de cabotage, la France est la nation qui fait les échanges les plus considérables avec le Mexique. L'Angleterre ne vient qu'en troisième rang.

Nous croyons que la lettre suivante du secrétaire de la guerre à Washington, en réponse à une communication du Phon. Henry Johnson, ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs.

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE
29 mars 1839.

Monsieur,

En réponse à votre communication à ce département, relative à la position sans défense des villes de la Nlle-Orléans et de Baton-Rouge, et à la nécessité qu'il y aurait que des troupes y fussent stationnées, conformément à certaines résolutions adoptées par la Législature de la Louisiane, j'ai l'honneur de vous dire que, les forces régulières des Etats-Unis sont maintenant stationnées de manière à couvrir, autant lon que possible, les points les plus exposés de notre frontière; mais que, cependant, tous les efforts possibles et conformes à la disposition générale du pays seront faits pour satisfaire le désir exprimé à cet egard par la Législature de la Louisiane.

Très respectueusement,
votre très obéissant serviteur
J. R. POINSETT.

A l'hon. Henry Johnson, Washington.

VERACRUZ.

Nous n'avons pu obtenir aucune information officielle relativement à la teneur du traité de paix conclu entre la France et le Mexique.

Toute fois nous tenons dépersonnes à portée d'être bien informées que le traité assure aux Français 1o. Tout les avantages stipulés dans l'ultimatum 2o. Le droit de faire le commerce de détail; 3o. Une indemnité en faveur des Français expulsés, indemnité dont le chiffre sera fixé par des experts, mais qui dans aucun cas ne pourra être moindre de sept cent cinquante mille piastres; 4o. Enfin un traitement égal à celui de la nation qui *est ou sera* la plus favorisé.

Si telles sont les principales dispositions du traité de paix, et nous avons de bonnes raisons pour le croire ainsi, la France n'aura pas prodigué en vain le sang de ses enfants.

TAMPICO.

Par la goélette Sarah Ann, arrivée hier de Tampico, dont elle était partie le 3 courant, nous recevons quelques nouvelles peu importantes.

Au départ de la goélette on complettait une expédition secrète. Cinq goélettes étaient frétées pour embarquer environ sept cents hommes et le départ était fixé au 4. Urrea devait en avoir le commandement; afin de ne pas dégarnir la garnison de Tampico, on avait venir venir quelques troupes. On se perdait en conjectures sur le but de cette expédition secrète. Les uns pensaient qu'elle était dirigée contre Matamoros, et d'autres pensaient que le but de l'expédition était de s'emparer du fort de San Juan de Ulloa. Cette dernière version est la plus probable, mais il est douteux que les centralistes se laissent ainsi surprendre. Des personnes qui se disent bien informées pensent même que le gouvernement mexicain laissera la forteresse d'Ulloa entre les mains des Français, jusqu'à ce qu'il y ait sur les lieux des forces suffisantes pour garder ce point important.

SUR LES INCENDIES.

Les incendies aussi bien que les pertes des steamboats, sont pour la communauté un fléau toujours renaissant et auquel il est plus que temps d'appoter un remède. S'il est vrai que l'homme qui s'embarque sur un bateau à vapeur, n'est pas sûr d'en sortir vivant, on pourrait ajouter que le citoyen que ses affaires ou ses plaisirs appellent hors de chez lui, est exposé fréquemment à trouver en rentrant sa maison en feu.

Et quand on pense que ces jours calamités, ces deux sources d'afflictions continuelles sont dues en partie à la mollesse qui précède à l'exécution des lois, on ne saurait trop ni trop souvent appeler l'attention des hommes sérieux sur un sujet aussi grave, aussi important.

L'incendie est ordinairement le résultat d'une négligence coupable, ou d'une cupidité, pour laquelle la langue ne pourrait trouver une épithète assez flétrissante. Mais quelles sont les causes de cette négligence et de cette cupidité ? Nous ne craignons pas de le dire c'est, dans un cas comme dans l'autre, la certitude de l'impunité.

Des lois sévères contre l'incendie existent, il est vrai, mais leur disposition tend à en rendre l'effet presque illusoire.

D'autre part la facilité avec laquelle se font les assurances des propriétés ins nobiliaires et des marchandises, est une cause, non moins puissante, qui tant qu'elle ne sera pascouppée dans sa racine, laissera le fléau subsister dans toute sa force. La raison en est plausible.

L'avidité des assureurs vient en aide à l'avidité des particuliers. Les premiers assurent les propriétés et les marchandises des secondes, pour la somme qu'il plaît à ceux-ci de fixer, et pour un minime gain s'exposent souvent à perdre des sommes considérables, dont en réalité ils ne sont pas les débiteurs. Ce n'est jamais qu'après l'incendie qu'ils s'avisent de demander des renseignemens sur la valeur positive des propriétés assurées. Qu'arrive-t-il alors ? Comme il est fort difficile, sinon impossible, d'obtenir des preuves matérielles de la mauvaise foi des assurés, les assureurs se trouvent obligés d'exécuter leurs engagemens. Car en ces sortes d'affaires la convenue morale n'est rien: il faut avant tout s'appuyer sur des faits. D'ailleurs ils sont punis par où ils ont péché. Quand on accepte la bénéfice on accepte la charge.

Mais d'un autre côté, si les personnes assurées, auteurs d'avances qu'elles ne peuvent perdre et peuvent gagner beaucoup, au contraire, à devenir *les victimes* de l'incendie, ne font point du désastre un objet de spéculation, elles ne cherchent pas non plus à s'en procurer par toutes les précautions qu'elles prendraient nécessairement si les assurances étaient plus sévères. La certitude de l'impunité est d'ailleurs la source du crime. Et tel homme qui n'aurait jamais pensé à mal, lorsque ses affaires étaient bonnes, aura peut être recours à l'incendie, lorsqu'il croit que c'est son seul moyen de salut.

Selon nous d'ailleurs, les lois devraient être plutôt faites pour prévenir le crime que pour le punir. Un commerçant qui, ne pouvant pas faire honneur à ses affaires peut se dire : " Il me suffirait pourtant de mettre le feu à mon magasin qui est assuré pour quatre ou cinq fois sa valeur, pour rétablir mon crédit etc., est exposé à une tentation dont on devrait lui éviter la pensée. Le grand moyen d'éviter le crime c'est de ne point être exposé à la tentation. Il n'y a pas de crime sans intérêt. S'il n'y avait pas intérêt à incendier, il y aurait bien moins d'incendies.

Certes nous ne faisons aucune application personnelle. Nous ne parlons qu'en termes généraux, un désastre n'est pas nécessairement un crime, cependant il l'est quelquefois.

Il nous semble que le seul moyen de remédier à un abus dont les résultats sont parfois si terribles serait d'assurer les propriétés pour une somme au dessous de leur valeur, aux deux tiers, par exemple, quant aux marchandises, nous n'osons pas dire qu'on ne doit pas les assurer, et cependant il en devrait être ainsi, tant qu'on n'aura pas remédié à la facilité qu'ont les assurés de tromper les assureurs, tant qu'on ne pourra savoir à quoi s'en tenir, aux valeurs réelle contenues dans un magasin, non seulement au moment du contrat, mais encore après l'engagement. H. B.

JOURNAL DE LA SOCIETE MEDICALE DE LA N-ORLEANS.

Ce journal vient de publier son second numéro, et nous pouvons dire, sans crainte d'être contredit, que non seulement il a tenu ses promesses, mais qu'il les a même dépassées. Lors de son apparition, nous insistâmes très particulièrement sur l'opportunité d'une publication de ce genre dont l'utilité ne peut être mise en doute par personne et qui marche, étayée du suffrage de tous les hommes éclairés.

Le effet s'il est un lieu en un recueil de ce genre soit d'une nécessité indispensable, c'est la N.-Orléans,

l'inquiétude qu'ont occasionnées sur la frontière, ces violations manifestes et si souvent réitérées.

ALLEMAGNE, 12 mars 1839.

La compagnie régulière du capitaine Porter a reçu ordre de se rendre à Rouse Point et part demain matin; cette station y a Tray est allé rejoindre les quartiers du régiment de Plattsburg. L'agitation à Rouse Point est à son comble, par suite des nombreux déserteurs qui ont eu lieu depuis près de 2 semaines. Presque toutes les familles chargent de résidence. On ne saurait vous former une idée de l'alarme et de la confusion qui commence et a régnez des 6 heures de la nuit; chaque homme est à son poste, 50 dragons sont stationnés aux avenues et malgrés toutes les précautions possibles, le feu est toujours autour de nous. Plusieurs incendies se sont déclarés, jour ainsi dire, à côté des soldats; et pendant qu'ils étaient occupés, à en éteindre un, un second se manifestait dans une autre direction."

Le journal auquel nous empruntons ces détails, ajoute: "Nous apprenons par une lettre de Albargh, datée de lundi, cela laquelle on peut ajouter foi, que les bans appartenant à M. Covey, fermier entrepreneur à Harbargh, ont été détruit par une bande de six volontaires loyaux, sabrés, de la nuit. Six on huit bestiaux, 2 chevaux et environ 40 tonneaux de foin ont été brûlés. Notre correspondant ajoute que c'est tout au plus, si depuis trois semaines une nuit d'est passée, dans les environs de Albargh, sans que le ciel n'ait été illuminé par l'incendie.

—Les conférences ouvertes à Paris pour la négociation d'un traité de commerce entre la France et l'Angleterre sont poussées avec activité.—Nous avons lieu de croire que les commissaires des deux nations s'occuperont particulièrement sur les articles des tarifs qui sollicitent une réforme. C'est heureux pour cette affaire que lon ait placé dorénavant jour, des négociateurs ministériels. Ils agiront comme des arbitres qui n'ont point d'intérêt personnel dans les difficultés soumises à leur jugement, et si les conclusions qu'ils recommandent à leurs gouvernemens n'étaient pas adoptées, ils ne seraient pas responsables de l'échec à leurs propositions.

Décédé ce matin à 1 heure, M. Le A. BARBARIN, Jr. Les amis et connaissances de M. Louis A. Barbarin et ceux de sa famille sont priés d'assister aux funérailles qui auront lieu cet après-midi à 5 heures. Le convoi partira du No 103, rue Chartres, entre les rues Conti et St. Louis.

Décédé mardi dernier, à 9 1/2 heures du soir, madame JAMES DUPLESSIS. Les amis et connaissance de la famille sont invités à assister aux funérailles qui auront lieu ce matin, à 10 heures. Le convoi partira de sa ci-devante demeure dans la rue Dauphine, près la rue Conti. 11 av

COMMERCIAL.

MARCHÉ DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Le marché continue à être calme, nous n'avons aucun changement important à signaler dans sa situation.

COTON—Les ventes de cette semaine ont été très limitées peu autorisées. Il n'est fait hier une partie 600 balles dont les prix nous sont inconnus. Les affaires attendent tous une baisse; les défenteurs au contraire continuent à être fermes à nos dernières cotes, qui sont pour les Low Mid. Mess. choisi 12c @ 12 1/2; prime de 16; @ 16 1/2; beau de 15 @ 15 1/2; de moyen à beau de 14 @ 14; inférieur de 13 @ 14

Les produits de l'Ouest n'ont presque point éprouvé de variation depuis nos derniers avis. Notre approvisionnement, pour quelques uns de ces articles, commence à s'affaiblir par suite des nombreux envois qui en ont été faits.

FARINE—Peu d'affaire connues à terme et sans variation pour le prix que nous maintenons à 6 1/2 @ 6 3/4. Les ventes cependant se sont généralement bornées à celles de la place.

PORC—Les demandes pour le Porc en barril continuent à être actives à p. 20 et 21 pour mess, et de 17 1/2 pour prime pour petites parties. Les arrivages continuent à être légers.

LE SAN DOUX s'épuise d'une manière remarquable. Nos rares remarques, et se vend aujourd'hui facilement à 12 cents pour qualité prime

WHISKEY— Nous n'avons à mentionner aucun changement pour cet article, les demandes pour consommer à être aux vers à 45 cents.

LARD—Nous cotons 7 1/2 cents pour les épaules et 9 1/2 dans le dos et ventre de 10 @ Jambons de 11 cents

MAIS on nous note cotons de 65 @ 70 cents, comme prix le plus ordinaire Quelques ventes se sont faites cependant au dessous de ces cotes

DERNIERS PATES.

New-York	av	Liverpool	m
Boston	av	Islandres	m
Philadelphie	av	Mitave	m
Washington	av	Hambourg	m
Baltimore	av	Bordeaux	av
Charleston	av	Madrid	av
Vera-Cruz	av	Cadix	av
Tampico	av	Havane	av
Mexique	av	Matanzas	m

PRIX-COURANT DE LA HAVANE.

30 Janvier 1839.

IMPORTATION—Bœuf No 1, prime et mess de 214 @ 16 le baril, de lund de 212 @ 13 le quintal. Beurre à cette an épuisé à 24 quintal. Chandelles de moul de 8 1/2, @ 9 1/2 le quintal; de Baleine de blanc de 1 1/2 @ 2 1/2 le livre. Fromage américain de 6 @ 6 1/2 @ 7 le quintal. Jambons américains de 6 @ 8 le livre. Morue de Terre-Neuve de 3 1/2 @ 4 le quintal. Morue de la Nouvelle-Orléans de 11 @ 16 de Massachusetts de 3 @ 4 1/2 le quintal. Pois de 1 1/2 @ 2 le baril. Pore de 12 @ 14 le baril. Riz de 2 1/2 @ 3 le quintal. Savon de 6 @ 8 le livre. Suif de 5 1/2 @ 6 le livre. Tabac en feuilles de 4 @ 6 le livre. Tabac du Kentucky de 4 @ 6 le livre.

EXPORTATION. Café les quantité de p. 11 @ 12 1/2 les. Sucre de la meilleure qualité de p. 11 @ 12 1/2 les. Sucre brut de la meilleure qualité de p. 11 @ 12 1/2 les. Blanc de cire de la meilleure qualité de p. 11 @ 12 1/2 les. Huile